



Axe de recherche

ÉCONOMIE DES INTERVENTIONS INTERNATIONALES

Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires

L'axe de recherche « Économie des interventions internationales » propose de réunir des chercheurs-es de plusieurs disciplines (économie, sciences politiques, anthropologie et sociologie) autour de la thématique des effets des interventions internationales sur les sociétés locales. Les interventions internationales, qu'elles prennent la forme de missions de paix de l'ONU ou d'une organisation régionale (Union africaine, Union européenne, OTAN) ou la forme d'une intervention humanitaire suite à une catastrophe humaine ou naturelle, impliquent généralement une présence étrangère importante sur le théâtre d'opération. L'importance de telles interventions n'est pas à dénigrer. Dans bien des cas, les interventions internationales permettent de sauver de nombreuses vies tout en évitant le déclenchement ou la poursuite de crises internes majeures, qui pourraient enfoncer les territoires plus profondément un cycle de délitement des institutions étatiques. S'il existe un consensus sur l'importance d'agir, les méthodes d'action sont elles contestées et font l'objet d'intenses débats, que ce soit dans les instances de décision ou dans les cercles universitaires. L'axe de recherche « Économie des interventions internationales » entend s'inscrire dans ce débat en mettant en lumière certains effets négligés de la présence étrangère sur la société locale. Il s'agit de comprendre l'ensemble des effets des interventions internationales sur les sociétés locales par une étude des « externalités » liées à cette présence. Ainsi, les chercheurs-es de cet axe proposent de définir un agenda de recherche dans le but de cerner les « effets imprévus » (*Unintended Consequences*)¹ d'une présence internationale sur le tissu social et économique local, notamment en joignant approche quantitative et connaissance précise des milieux locaux. À ce titre, le groupe souhaite bâtir sur les travaux pionniers de Aoi, de Coning et Thakur, tout en s'inspirant des débats récents traitant des difficultés liées à la promotion d'une paix libérale (*liberal peace*).² L'objectif principal est donc de construire des ponts interdisciplinaires dans le but de cerner l'ensemble des implications des interventions internationales.

Thématiques spécifiques de recherche

1. Externalités positives et négatives des interventions internationales ;
2. Liens entre approches quantitative et qualitative de la recherche ;
3. Missions de paix et perception locale ;
4. Opérations humanitaires et ses effets ;

¹ Chiyuki Aoi, Cedric de Coning et Ramesh Thakur (dir.) *Unintended Consequences of Peacekeeping Operations*. Tokyo : United Nations University Press., 2007.

² Voir entre autres : Edward Newman, Roland Paris et Oliver Richmond (dir.) *New Perspectives on Liberal Peacebuilding*. Tokyo : United Nations University Press, 2009; Mariella Pandolfi, *Contemporary States of Emergency : the Politics of Military and Humanitarian Interventions*. New York : Zone Books, 2010; Oliver Richmond (dir.) *Peacebuilding : Critical Developments and Approaches*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2010.

5. Logiques sociales et économiques suite aux interventions internationales ;
6. Approches critiques en relations internationales.

Équipe de recherche

- Dr. Nicolas Lemay-Hébert, directeur de l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques; Professeur invité, École des sciences de la gestion (ESG), UQÀM ;
- Dr. Stéphane Pallage, directeur du département d'économie, École des sciences de la gestion (ESG), UQÀM ;
- Dr. Max Blouin, professeur, département d'économie, École des sciences de la gestion (ESG), UQÀM ;
- Dr. Mariella Pandolfi, professeure, département d'anthropologie, Université de Montréal ;
- Dr. Rex Brynen, professeur, département de science politique, Université McGill.

Activités passées

Colloque international sur la transition d'une administration onusienne à une administration européenne au Kosovo

Jeudi 11 février et vendredi 12 février 2010

Kosovo : d'un protectorat à un autre | Kosovo : From One Protectorate To Another

Organisé par l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, en partenariat avec le Ministère de la Défense du Canada

À l'aube du deuxième anniversaire de la déclaration d'indépendance du Kosovo, plusieurs points d'interrogation demeurent concernant le développement politique du territoire. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a duré près de dix années, présentant des résultats plutôt décevants. Malgré le fait qu'elle conserve officiellement le statut d'administrateur du territoire, l'ONU s'est engagée dans un processus de transfert des responsabilités internationales à l'Union européenne. Cette conférence avait pour but de souligner les défis politiques, sociaux et économiques posés à la communauté internationale et aux communautés kosovares dans le contexte de la passation des pouvoirs entre l'ONU et l'UE. Quelle forme la mission internationale devrait-elle prendre (d'un point de vue international ou local) ? Comment le bureau civil international devrait mettre en œuvre son mandat, et quelles seraient les leçons de l'expérience de l'ONU à ce titre ? Quels sont les perspectives pour un développement politique, économique et social au Kosovo sous la tutelle de l'UE, et quels seront les effets de ce développement sur les États voisins ? Voici quelques questions auxquelles la conférence a tenté de répondre, combinant des présentations d'universitaires et de praticiens dans le but de brosser un tableau le plus détaillé qu'il soit de la situation actuelle au Kosovo ainsi que des défis posés à la communauté internationale et aux acteurs locaux.

Il était essentiel de présenter une perception « locale » de la situation actuelle au Kosovo, c'est pourquoi nous avons organisé une téléconférence en direct de Pristina, avec plusieurs politiciens, chercheurs-es, journalistes et membres de la société civile se trouvant au Kosovo. Un projet de publication en collectif, comprenant la majorité des chercheurs-es et praticiens-es rencontrés-es lors de cet évènement de calibre international, est en cours. Ce projet de publication est chapeauté par Nicolas Lemay-Hébert, directeur de l'Observatoire sur les Missions de paix et professeur invité au département de sciences économiques de l'École des Sciences de la Gestion de l'UQÀM, ainsi que James Pettifer, professeur invité à *Oxford University and Defence Academy of the UK, State University of Tetovo*, FYROM/République de Macédoine.

Conférenciers-ières : General Agim Çeku, ancien premier ministre du Kosovo et commandant du *Kosovo Protection Corps*; présentement, chef du Parti social-démocrate du Kosovo - Agron Bajrami, Rédacteur en chef du journal quotidien *Koha Ditore* - Avni Zogiani, Co-fondateur et directeur de ÇOHU!, organisation pour la démocratie, la dignité et contre la corruption au Kosovo - Glauk Konjufca, Activiste pour le mouvement d'autodétermination, Kosovo - Nicolas Lemay-Hébert, UQÀM - James Pettifer, Oxford University and Defence Academy of the UK, State University of Tetovo - Aidan Hehir, *Centre for the Study of Democracy*, Université de Westminster - Susan J. Henders, *Centre for Asian Research*, Université York - Michael Daxner, Ancien conseiller spécial du bureau de la MINUK; ancien agent principal du bureau international de la MINUK, Belgrade ; Ancien directeur du département de l'éducation et de la science de la MINUK - Denny Lane, Administrateur MINUK à Vushtrri/Vucitrn, Peje/Pec de 1999 à septembre 2003 - Jeremy Wallace, MAECI - Sameer Saran, *International Civilian Office* – David Cadier, Sciences Po, *Fletcher School of Law and Diplomacy* - Philippe Roseberry, Université Queen's - Samir Battiss, UQÀM – Brahim Saidy, UQÀM, Université de Sherbrooke, Université Laval – Anita McKinna, Université de Melbourne - Anika Bishka, Université de l'Illinois à Chicago – Kathryn Harakal, a travaillé au Kosovo dans le cadre de la MINUK (*Office of Returns and Communities*) et avec la mission de l'OSCE au Kosovo – Faton Tony Bislimi, Université Dalhousie. **Présidents-es de panels :** Alexandra Channer, Université de Pennsylvanie – Jacques Lévesque, UQÀM – Michel Duval, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires - Pierre Jolicoeur, Collège militaire royal de Kingston - James Pettifer, Oxford University and Defence Academy of the UK, State University of Tetovo.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies